

Le Canada et l'Afrique



nomique mondiale ainsi que des problèmes plus particuliers des pays en voie de développement. Les programmes de coopération entre les pays membres du Commonwealth ont aussi été passés en revue. Le principal résultat de la conférence fut sans doute le progrès réalisé en vue d'un règlement de la question du Zimbabwe-Rhodésie.

Dès le début de la rencontre, une atmosphère constructive a prévalu qui a pavé la voie aux réalisations positives exprimées dans le communiqué final. Les chefs des pays du Commonwealth ont en effet réitéré leur engagement à l'endroit d'une règle authentique de la majorité et ont aussi reconnu le besoin urgent d'obtenir un règlement légal et d'apporter un appui au peuple du Zimbabwe-Rhodésie et des pays voisins. Les dirigeants ont accueilli favorablement la décision du gouvernement britannique de convoquer une conférence constitutionnelle à laquelle toutes les parties seraient invitées et dont l'objectif majeur serait d'obtenir une cessation des hostilités qui permettrait de mettre fin aux sanctions grâce à la réalisation d'un règlement durable.

Le Premier ministre Joe Clark a décrit cet accord du Commonwealth comme étant un pas hautement significatif en

Partout les Camerounais sont venus nombreux acclamer M. Clark

vue de trouver une solution à un problème très difficile.

Les discussions sur l'Afrique australe ont conduit les chefs de gouvernement à l'adoption de la déclaration de Lusaka sur le racisme et les préjugés raciaux. Non seulement ce document constitue-t-il une déclaration de principes du Commonwealth en la matière mais est aussi considéré par plusieurs participants à la conférence comme une contribution utile à l'atmosphère positive caractéristique de la rencontre de Lusaka.



Entretien privé au palais présidentiel

La coopération au sein du Commonwealth

Sur les questions économiques, une attention particulière a été portée au problème des pays en voie de développement dans des secteurs tels que la balance des paiements, les critères de conditionnalité du Fonds monétaire international, les résultats des négociations commerciales ou multilatérales, la renégociation de la Convention de Lomé et les résultats de CNUCED V. Le développement majeur en matière de coopération économique au sein du Commonwealth a été l'accord pour l'établissement d'un groupe d'experts sur les contraintes dues au changement structurel et à la croissance économique pour aider les gouvernements du Commonwealth à se préparer en vue de la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1980. La conférence a approuvé aussi la création d'une petite équipe de développement industriel sous l'égide du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique afin d'appuyer et de renforcer la politique visant à accélérer le taux d'industrialisation dans les pays en voie de développement.

Les chefs de gouvernement du Commonwealth ont reconnu l'importance des programmes mis en œuvre sous les auspices du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique. Aussi, en dépit des contraintes financières courantes la contribution canadienne sera augmentée à 8,8 millions de dollars pour l'année fiscale 1979-80 et à 10 millions pour 1980-81.

Après le sommet des chefs de gouvernement à Lusaka le Premier ministre Clark et sa délégation ont passé trois jours dans deux pays de l'Afrique de l'Est, la Tanzanie et le Kenya, également membres du Commonwealth. Ces visites ont permis d'établir des liens d'amitié et de compréhension avec les dirigeants de ces Etats qui jouent un rôle clé dans les questions concernant l'Afrique, le Commonwealth, le mouvement des non-alignés, et qui participent activement au dialogue Nord-Sud.

La visite en Tanzanie

En Tanzanie, le Premier ministre canadien a été reçu dans une atmosphère de cordialité typiquement africaine. Après une salve de 21 coups de canon et une démonstration de danse Ngoma, M.